

Un Brexit sans accord ne fait pas peur aux Australiens...

Nous publions ci-après la traduction – réalisée par une adhérente de l'UPR vivant en Tasmanie – du point de vue de l'éditorialiste économique du grand journal australien « The Australian » qui montre que le Brexit sans accord ne fait pas peur du tout aux élites économiques de la grande île continent.

The Australian est un journal influent en raison de son lectorat : il est très lu par l'élite politique et les gens d'affaires.

Cet article, choisi parmi de très nombreux articles et éditoriaux paraissant sur le sujet, reflète que l'ensemble de la presse et de la société australiennes ne comprend pas pourquoi les élites européennes se font une montagne du Brexit.

Vu de Canberra, Perth, Darwin, Sydney, Melbourne ou Hobart, sortir de l'UE semble le bon sens même, compte tenu du désastre de la "construction européenne" qui saute aux yeux du monde entier.

Les remarques faites dans cette tribune publiée le 1er janvier 2019 sont intéressantes à méditer pour un public français : elles confirment parfaitement le point de vue de l'UPR.

UN BREXIT SANS ACCORD NE FERA PAS COULER LE ROYAUME-UNI.

Les prophètes de malheur sous-estiment la résilience de la 5^e économie mondiale

Adam Creighton

Éditorialiste économique

Il est prévu que l'impossible accord avec l'UE de Theresa May, qui devrait laisser le pays sous la coupe des règlements de Bruxelles sans qu'il puisse avoir son mot à dire, affronte la Chambre des Communes après le 14 janvier. Sa fin probable ouvre la voie à une sortie de l'UE sans accord à la fin mars.

Espérons-le.

Vous aussi, vous devez en avoir marre des propos alarmistes des élites économiques libérales au sujet des conséquences prétendument désastreuses d'un Brexit sans accord. Le Royaume-Uni a survécu à l'Invincible Armada, à Napoléon et à Hitler, mais il paraît que s'il quittait une bureaucratie supranationale aux bénéfices douteux, qu'il n'a rejointe qu'en 1973, cela provoquerait la plus grosse récession du siècle.

Qu'importe que les prévisions du ministère des Finances avant le référendum de 2016 se soient révélées fausses de façon sidérante. On nous assurait que la victoire du Brexit au référendum ferait chuter le PIB du Royaume-Uni de - 3.6 % et provoquerait une hausse du chômage d'environ 500 000 personnes. En réalité, la croissance économique a accéléré, et le taux de chômage a baissé à 4.1 %, le taux le plus bas depuis les années 70.

Cela n'empêche nullement la Banque d'Angleterre de revenir maintenant avec des prédictions encore plus terrifiantes, en avançant qu'un Brexit "anarchique" aurait pour résultat un plongeon de - 30 % des prix de l'immobilier et la plus grande récession depuis les années 30.

Les milliers de réfugiés qui sont bloqués à Calais, et qui piaffent d'impatience à l'idée de quitter l'UE pour entrer au Royaume-Uni, ne prêtent pas beaucoup d'attention à ces prophéties.

Les insatisfaits du résultat du référendum de 2016 sur le Brexit – c'est-à-dire, dans leur écrasante majorité, des

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
personnes à hauts revenus employées dans les médias, la finance, les universités et la politique – doivent se ressaisir. Le Royaume-Uni est un pays riche, influent, et il forme la 5^e plus grosse économie du monde.

Et cela ne changera pas, quoi qu'il arrive après le 29 mars.

Même si quitter l'UE nuit quelque peu à l'économie, le peuple britannique a parlé. La démocratie l'emporte sur la technocratie, ou au moins le devrait. Si quitter l'UE devait finalement écorner d'un petit peu la croissance du PIB britannique, où est le problème ? Si cela devait conduire à réinstaurer quelques contrôles douaniers à la frontière de l'Irlande du Nord jusqu'à ce que de nouveaux arrangements soient mis en place, eh bien qu'il en soit ainsi !

Aucun de ces scénarios ne vaut de contrecarrer le verdict des électeurs britanniques : 52% ont voté pour la sortie de l'UE.

L'UE est devenue un gouvernement des élites, par les élites, pour les élites.

Ce qui a débuté par quelques accords intergouvernementaux judicieux dans les années 50 s'est transformé en un monstre coûteux, avec très peu de légitimité. Le pourcentage de participation aux élections pour le parlement européen, qui était de 66 % à la fin des années 70, est tombé à 43 % en 2014. Au Royaume-Uni, la participation était de 35 %, ce qui donne à penser que les Britanniques se préoccupent encore moins que les autres d'une organisation qu'ils payent à hauteur d'environ 9 milliards de Livres (16md\$AUS) par an.

La libre circulation des personnes au sein de l'UE a rendu la vie plus facile aux Britanniques aisés, qui peuvent papillonner aisément sur le continent. Mais les autres ? En juin dernier, la moyenne réelle des revenus hebdomadaires au Royaume-Uni (490 Livres par semaine, selon le Bureau National des Statistiques) était encore plus basse qu'il y a 12 ans. Et c'est la moyenne, qui est tirée vers le haut par les hauts salaires du secteur des services financiers qui a été renfloué. Pas étonnant que les chiffres de la croissance médiane des salaires soient difficiles à trouver sur le site du gouvernement.

Dans les analyses tendancieuses de la Banque d'Angleterre, aucun des coûts liés au fait de rester dans l'UE n'est jamais pris en compte.

C'était peut-être une belle idée, mais l'UE est en train d'échouer. « L'Union continue d'être minée par une profonde crise existentielle et son avenir est extrêmement incertain », écrit Dani Rodrick, un éminent spécialiste de l'économie des échanges à Harvard, dans son livre *Straight talk on Trade* (Parlons franchement du commerce, 2017). « Les symptômes sont partout : Brexit, niveaux écrasants du chômage des jeunes en Grèce et en Espagne, dette et stagnation en Italie, montée des mouvements populistes et réaction de rejet de l'immigration et de l'euro ». Rodrick devrait maintenant ajouter une France en ébullition, secouée par les émeutes les plus destructrices et les plus répandues nationalement depuis les années 60, qui visent un président fortement associé à l'UE.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'idée selon laquelle l'UE serait populaire dans les pays-membres autres que le Royaume-Uni est également discutable. En 2005, presque 55 % des Français ont rejeté un traité constitutionnel qui aurait resserré les liens entre la France et Bruxelles. Le gouvernement français ne s'est pas risqué à poser des questions similaires depuis.

« Les historiens prendront un jour du recul et considéreront l'UE comme une curieuse folie, comparable à l'Union soviétique qui avait été forcée de faire face à la réalité en dispersant les pouvoirs parmi des États séparés... Certains en Europe ont voulu créer un nouvel État artificiel en s'emparant des pouvoirs des États nationaux et en les concentrant au milieu » a déclaré Margaret Thatcher en 1994. Une remarque qui paraît de plus en plus visionnaire.

L'accès libre au marché de l'UE n'est pas tout. Et la part des exportations britanniques destinées à l'UE s'est de toute façon réduite, de 55 % en 2006 à 44 % en 2017, selon la Bibliothèque parlementaire britannique. Ce n'est pas beaucoup plus que les 33 % d'exportations que la Chine achète à l'Australie.

En dehors de l'UE, le Royaume-Uni sera libre de négocier ses propres accords avec des économies à la croissance plus rapide, un avantage que la Banque d'Angleterre et le ministère des Finances ont minimisé.

Quant à l'UE, elle ne pourra pas exercer de discrimination contre le Royaume-Uni, en application des règlements de l'Organisation mondiale du commerce. Elle pourra imposer des droits de douane sur les produits et les services britanniques, mais pas plus qu'elle ne le fait pour d'autres nations, comme pour les États-Unis.

Le Canada a négocié un accord avec l'UE, qui va plus loin que les règlements de l'Organisation mondiale du commerce. Le Royaume-Uni pourrait faire la même chose. En tout cas, il est peu probable que les entreprises européennes qui possèdent des pans entiers de l'industrie automobile britannique veuillent torpiller leurs propres investissements. Le secteur automobile est à lui tout seul le plus gros exportateur du Royaume-Uni à l'Europe.

En 1864, le Royaume-Uni s'est rendu célèbre en abrogeant les *Corn Laws*, sabrant les prix de l'alimentation pour les gens du commun, et il a prospéré. Peut-être devrait-il faire de nouveau la même chose, réduire drastiquement le prix des produits et services.

[Une telle mesure] aurait davantage de chance de relever les salaires réels que les taxer pour renforcer une bureaucratie bruxelloise.

Texte d'origine

QUITTING EUROPE WITHOUT A DEAL WILL HARDLY SINK THE UK

Doomsayers underestimate the resilience of the world's fifth-biggest economy

ADAM CREIGHTON
ECONOMICS EDITOR



Theresa May's hopeless Brexit deal with the EU, which would leave the country in thrall to Brussels' rules without a say, is scheduled to face the House of Commons after January 14. Its likely demise paves the way for Britain "crashing out" of the EU by the end of March without a deal. Let's hope so.

You too must be sick of the fear-mongering by liberal economic elites about the supposed dire consequences of a no-deal Brexit. Britain survived the Armada, Napoleon and Hitler, but leaving a dubiously beneficial supranational bureaucracy that it joined only in 1973 will apparently cause the biggest recession in a century.

Never mind that the British Treasury's forecasts before the 2016 referendum have proved gobsmackingly wrong. They claimed a Brexit vote would sap Britain's GDP by 3.6 per cent and lift unemployment by about 500,000. In fact economic growth has accelerated, and the unemployment rate has fallen to 4.1 per cent, its lowest since the 1970s.

Not to be deterred, the Bank of England is back with even more terrifying predictions, suggesting house prices would plunge 30 per cent in the biggest recession since the 30s as a result of a "disorderly" Brexit.

The thousands of refugees in Calais, itching to get to Britain rather than stay in the EU, aren't paying much attention.

Those unhappy with the result of the 2016 Brexit referendum - overwhelmingly high earners in the media, finance, universities and politics - need to get a grip. Britain is a rich, influential country, the fifth-biggest economy in the world.

That won't change, whatever happens after March 29.

Even if leaving the EU harms the economy a little, the British people have spoken. Democracy

trumps technocracy, or at least it should. If leaving the EU ultimately shaves British GDP growth by a little in the future, who cares? If it means a few checks on the Northern Irish border until new arrangements can be sorted out, so be it.

None of these scenarios is worth thwarting the British voters' verdict: 52 per cent voted to leave.

The EU has become government of the elites, by the elites, for the elites.

What started as a few sensible intergovernmental agreements in the 1950s has morphed into a costly monster with little legitimacy. Voter turnout at elections for the European parliament has fallen from 66 per cent in the late 70s to 43 per cent in 2014. In Britain, turnout was 35 per cent, suggesting the British in particular care little for an institution they are paying about £9 billion (\$16bn) a year.

The EU has become government of the elites, by the elites, for the elites

Free movement of people in the EU has improved life for high-income Britons, who can fit around the continent with ease.

But what about everyone else? Last June, real average weekly earnings in Britain (£490 a week, according to the Office of National Statistics) were still lower than 12 years ago. And that's the average, which is dragged up by the high-paid in the bailed-out financial services sector. No wonder the figures for median wage growth are hard to find on the government website.

In the Bank of England's tendentious analysis, none of the costs of staying is considered.

It might be a nice idea, but the EU is failing. "The Union remains mired in deep existential crisis, and its future is very much in doubt," writes Dani Rodrik, an eminent Harvard trade economist, in his 2017 book *Straight Talk on Trade*. "The symptoms are everywhere: Brexit, crushing levels of youth unemployment in Greece and

Spain, debt and stagnation in Italy, the rise of populist movements, and the backlash against immigrants and the euro." Rodrik would now have to add a France in turmoil, racked by the most damaging and widespread riots since the 1960s, aimed at a president strongly associated with the EU.

The notion the EU is popular in member countries other than Britain is also debatable. In 2005, almost 55 per cent of the French rejected a constitutional treaty that would have bound France more tightly to Brussels. The French government hasn't dared put any similar questions since.

"Historians will one day look back and think it a curious folly that just as the Soviet Union was forced to recognise reality by dispersing power to its separate states ... some people in Europe were trying to create a new artificial state by taking powers from national states and concentrating them at the centre," said Margaret Thatcher in 1994, in remarks that look increasingly prescient.

Unfettered access to the EU's market isn't everything. And the share of British exports going there has been shrinking anyway, from 55 per cent in 2006 to 44 per cent in 2017, according to the British parliamentary library. That's not much more than the 33 per cent of Australia's exports China buys.

Outside the EU, Britain would have freedom to negotiate its own deals with faster-growing economies, a benefit the Bank of England and the British Treasury have played down.

As for the EU, under World Trade Organisation rules it could not discriminate against Britain. It could impose tariffs on British goods and services, but by no more than it does on those from other nations, such as the US.

Canada has negotiated a deal with the EU better than WTO rules. Britain could do the same. In any case, it's unlikely the European firms that own swathes of the British car industry would want their investments undermined. Cars are the single biggest export from Britain to Europe.

Britain famously repealed its Corn Laws in 1846, slashing the price of food for ordinary Britons, and thrived. Perhaps it should do the same again, slashing prices of goods and services.

That would have a much better chance of lifting real wages than taxing them to prop up a Brussels bureaucracy.